



Justice, protection, égalité Le 8 mars, exigeons des réponses concrètes

Mobilisons-nous massivement pour l'égalité, la protection et la dignité.

La Journée internationale des droits des femmes du 8 mars est l'occasion d'exiger de nos dirigeant·es et de nous-mêmes, plus d'ambition et de responsabilités.

Les inégalités et les iniquités professionnelles continuent de peser majoritairement sur les femmes : salaires plus bas, temps partiel subi, carrière morcelée, pensions de retraite appauvries, précarité accrue pour les mères isolées. Ces déséquilibres économiques entretenus grèvent la dignité des femmes. Ils restreignent leur autonomie, dégradent l'accès aux soins, au logement et à l'emploi, et les enferment dans des trajectoires de pauvreté et de précarité.

En plus, les violences sexistes et sexuelles restent présentes : violences conjugales, harcèlements au travail, agressions, mariages forcés, mutilations. Les dispositifs d'accueil et les ressources judiciaires sont souvent insuffisants. Les réponses politiques doivent être à la hauteur : financements pérennes pour les structures d'hébergement et d'accompagnement, formation obligatoire des professionnel·le·s, procédures judiciaires simplifiées et sanctions effectives des auteurs.

Nous exigeons de l'État :

- Une revalorisation des salaires,
- Un renforcement des minima sociaux,
- Des politiques publiques ambitieuses de prévention et de prise en charge des violences,
- La mise en place d'un congé menstruel (endométriose, menstruation, ménopause...)
- L'allongement de la durée du congé de naissance (et d'adoption) pour le second parent avec une prise en charge à 100 %,
- Le respect et le développement de l'Evars (espaces vie affective, relationnelle et sexuelle),
- L'exemplarité des institutions et des postes à responsabilité : un Premier ministre qui invite une femme politique "à faire le ménage" dans ses rangs, ce n'est pas acceptable...

L'égalité n'est pas une option budgétaire mais une exigence de justice et de cohésion sociale.

**En ce 8 mars, mobilisons-nous collectivement.
Agir pour les droits des femmes, c'est protéger toute la société.**